

Service environnement  
19 rue Montesquieu  
BP 90795  
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 5 juin 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAS GOURMAUD SELECTION**

7 LA SEIGNEURTIÈRE  
Saint André Treize Voies  
85260 MONTRÉVERD

**Nos Références : 24-1168 CA**  
**Code AIOT : 0058503339**

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 3 mai 2024 dans l'établissement SAS GOURMAUD SELECTION, implanté à LA BELLE ETOILE - 85660 SAINT PHILBERT DE BOUAINÉ. L'inspection a été annoncée le 19/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS GOURMAUD SELECTION
- La Belle Etoile - 85660 SAINT PHILBERT DE BOUAINÉ
- Code AIOT : 0058503339
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage de canes en sélection/reproduction autorisé pour 50000 emplacements de volailles (rubrique ICPE 3660a) par arrêté n° 2013-99 du 25/02/2013. Stockage gaz en déclaration avec contrôle périodique pour 14 t (rubrique ICPE 4718).

L'inspection de ce jour est ciblée sur le thème de la grille risques (incendie, produits dangereux) et gestion de l'eau. La partie épandage des effluents n'est pas abordée et fait l'objet d'un porter à connaissance en cours d'instruction.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Demande d'action corrective	30 jours
4	Nature et risques des produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9	Demande d'action corrective	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	6 mois
7	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective	6 mois
12	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Conforme
2	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	Conforme
5	Accessibilité de l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Conforme
8	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3	Conforme
9	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Conforme
10	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	Conforme
11	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41	Conforme

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Le stockage de paille/copeaux reste à estimer pour connaître sa situation ICPE (stockage rubrique 1530).
- Les fiches synthétiques plastifiées sur les caractéristiques des biocides dangereux sont à mettre à jour et à compléter pour des produits comme le gaz, le fioul, produits de dératisation. Ces fiches devront reprendre les informations de fiches de données de sécurité de chaque produit.
- La deuxième réserve d'eau située dans le fond du site avant les 4 derniers bâtiments reste à valider par le SDIS 85. Si les 2 réserves d'eau combinées s'avèrent insuffisantes pour gérer un incendie, l'exploitant s'engage à aménager un dispositif au centre du site opérationnel pour les 8 bâtiments (fosse, poche d'au moins 120 m³).

- Les vannes de barrage gaz ne figurent pas sur le plan des zones à risque.
- Les numéros d'appel d'urgence (sapeurs-pompiers/gendarmerie/samu et dispositions à prendre en cas de sinistre) ne sont pas affichés à l'entrée du site en complément du numéro d'astreinte.
- Le justificatif d'intervention pour régulariser les anomalies électriques n'est pas présenté et sont peut-être toujours à corriger. La conformité gaz reste aussi à justifier.
- Il manque les bilans réels simplifiés (BRS) actualisant ceux d'origine lors du réexamen des MTD en 2019/2020 en particulier pour mettre à jour les valeurs spécifiques d'excrétions azotées en kg d'azote par animal.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
<b>Constats :</b> Site en 8 bâtiments: - 4 bâtiments (1, 2, 3 et 4 pour 5455 m <sup>2</sup> ) destinés aux reproducteurs sur caillebotis et litière en copeaux - 4 bâtiments en futur reproducteurs (5, 6, 7 et 8 pour 3520 m <sup>2</sup> ) Un bâtiment de stockage de paille/copeaux reste à cuber pour connaître sa situation icpe en stockage rubrique 1530.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Dossier installation classée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : - un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ; - les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : - le registre des risques (art. 14) ; - le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ; - le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ; - le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ; - les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ; - les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34) ». Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b> Le jour du contrôle, les bâtiments 1,2,3 et 4 n'ont pas d'animaux. Ils sont en vide sanitaire. Le bâtiment 5 compte 5254 canes et canards entrés le 12/12/2023 Le bâtiment 6 compte 5288 canes et canards entrés le 12/12/2023

Le bâtiment 7 compte 4876 canes et canards entrés le 05/12/2023  
Le bâtiment 8 compte 4833 canes et canards entrés le 05/12/2023  
soit un total de 20251 animaux (inférieur à 50000 animaux autorisés)

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Recensement des risques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8

**Thème(s) :** Élevage, Sécurité – incendie

**Prescription contrôlée :**

I.-L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés, ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais, ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes).

L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante.

L'ensemble de ces informations sont reportées sur un plan de l'installation. Le plan de l'installation est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.

L'exploitant, ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières stockées.

**Constats :**

Un plan du site existe où figurent les 8 citernes de gaz (14 t).

Le lieu de stockage a été inspecté dans le bout du bâtiment de stockage paille et copeaux. Tous les produits sont disposés dans une cuvette de rétention. Une cuve à fioul double coque y est également entreposée.

Le stockage de paille/copeaux reste à cuber pour connaître sa situation icpe en stockage rubrique 1530.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

### N° 4 : Nature et risques des produits

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9

**Thème(s) :** Élevage, Sécurité – incendie

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14.

**Constats :**

Sur le site, des fiches synthétiques plastifiées existent sur les caractéristiques des biocides dangereux, mais elles sont à mettre à jour et à compléter pour des produits comme le gaz, le fioul, produits de dératisation. Ces fiches devront reprendre les informations de fiches de données de sécurité de chaque produit.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

## N° 5 : Accessibilité de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.
<b>Constats :</b> Site sécurisé mais accessible aux services de secours avec un numéro d'appel à l'entrée, une procédure d'astreinte 24h/24h pour 4 salariés du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc, d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m <sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : <ul style="list-style-type: none"><li>- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;</li><li>- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</li></ul> Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;</li><li>- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;</li><li>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;</li><li>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;</li></ul> ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation. Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.



**Constats :**

- Une première réserve d'eau est présente à l'entrée du site derrière le hangar de stockage du matériel et des copeaux. Elle est répertoriée par le SDIS 85 (n° 262-0072) et a été vérifiée le 06/03/2024 et elle est située dans les 200 m des 4 premiers bâtiments. En revanche, la deuxième réserve d'eau située dans le fond du site avant les 4 derniers bâtiments reste à valider par le SDIS 85. Si ces 2 réserves d'eau combinées s'avèrent insuffisantes pour gérer un incendie, l'exploitant s'engage à aménager un dispositif au centre du site opérationnel pour les 8 bâtiments (fosse, poche d'au moins 120 m³).
- 61 extincteurs sont recensés et vérifiés le 27/03/2024.
- Deux vannes de barrage de gaz par bâtiment repérables, accessibles et situées le long des murs extérieurs pour chaque bâtiment. Mais elles ne figurent pas sur le plan des zones à risque.
- Les numéros d'appel d'urgence (sapeurs-pompiers/gendarmerie/samu et dispositions à prendre en cas de sinistre) ne sont pas affichés à l'entrée du site en complément du numéro d'astreinte.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 6 mois**N° 7 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS****Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14**Thème(s) :** Élevage, Sécurité – incendie.**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.

Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.

**Constats :**

Les installations électriques ont été vérifiées par DEKKRA le 13/12/2023 avec 6 anomalies à corriger. Le jour de l'inspection, le justificatif d'intervention de ELVEO pour régulariser ces anomalies n'est pas présenté et sont peut-être toujours à corriger. La conformité gaz reste aussi à justifier.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 6 mois**N° 8 : Accès aux installations****Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3**Thème(s) :** Élevage, Sécurité – incendie**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées.

Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.

**Constats :**

Site entièrement clôturé avec interdiction d'accès direct, en raison aussi des obligations sanitaires de bio-sécurité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18

**Thème(s) :** Élevage, Pollution

**Prescription contrôlée :**

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.

En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.

**Constats :**

Le forage n'est plus utilisé depuis 4 à 5 ans (eau ferrugineuse et complexité du traitement de l'eau). Le site fonctionne sur le réseau public et les relevés de consommation d'eau sont quotidiens, en particulier sur l'abreuvement des animaux.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19

**Thème(s) :** Élevage, Pollution

**Prescription contrôlée :**

Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé

**Constats :**

Le puits historique mentionné dans le compte-rendu de contrôle du 20/12/2017 (non loin de la maison d'habitation du salarié) n'est pas utilisé pour l'élevage. Le forage existant dans le milieu du site a bien été déclaré en DDTM le 3 avril 2012 avec un récépissé de dépôt du 12/04/2012. Il est sécurisé, à plus de 35 m des bâtiments et conforme sur la protection de la tête de forage. Toutefois, en raison d'une eau trop ferrugineuse et de la complexité du traitement, il n'est plus utilisé depuis 4/5 ans. Les installations de stockage et de traitement des eaux de ce forage situées dans le bâtiment à proximité vont être démontées d'ici quelques mois pour aller sur un autre site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Mise en œuvre des MTD**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41

**Thème(s) :** Élevage, Dossier

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles.

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques



disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission. L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.
<b>Constats :</b> Engagements de l'exploitant dans les MTD enregistrés par le préfet le 10/02/2020. Pas d'anomalie constatée à ce jour sur les MTD ciblées dans la grille d'inspection "risques".
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 12 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. » Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020
<b>Constats :</b> Les déclarations GEREP sont réalisées annuellement depuis 2020. La déclaration au titre de 2023 est faite depuis le 29/03/2024. Toutefois, il y manque les bilans réels simplifiés (BRS) actualisant ceux d'origine lors du réexamen des MTD en 2019/2020 en particulier pour mettre à jour les valeurs spécifiques d'excrétions azotées en kg d'azote par animal.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

